

Le 19 décembre 2006

COMMUNIQUÉ

Publication du premier rapport annuel du Comité consultatif du secteur financier

Le président du Comité consultatif du secteur financier (CCSF), Emmanuel Constans, a rendu public ce jour le premier rapport annuel du Comité, qui porte sur l'année 2005.

Créé par l'article 22 de la loi du 1^{er} août 2003, dite loi de sécurité financière (LSF), le CCSF est chargé d'étudier les questions liées aux relations entre, d'une part, les établissements de crédit, les entreprises d'investissement et les entreprises d'assurance, et, d'autre part, leurs clientèles. Il peut proposer toutes mesures appropriées dans ce domaine sous forme d'avis ou de recommandations d'ordre général.

Le Comité est composé de trente membres titulaires et de trente membres suppléants nommés pour trois ans par arrêté du ministre chargé de l'Économie. Il comprend à part égales des représentants des entreprises du secteur financier (banques et assurances) et des représentants des consommateurs. Sont également membres deux députés et deux sénateurs, des représentants du personnel des établissements financiers, des représentants des autres secteurs économiques et des personnalités qualifiées. Le président du CCSF, nommé par le ministre chargé de l'Économie, est désigné parmi les personnalités qualifiées du Comité.

Depuis son installation en octobre 2004, le CCSF a tenu 135 réunions, dont 17 réunions plénières ; il a préparé et suivi deux plans d'action, rendu onze avis et recommandations et publié quatre études, deux glossaires et un dépliant.

Le CCSF est devenu le lieu incontournable de la concertation entre les professionnels de la banque et de l'assurance, les associations de consommateurs et les pouvoirs publics pour tout ce qui concerne l'amélioration des relations entre les établissements financiers et leurs clients. Le Comité a aussi vocation à réaliser des travaux de réflexion et d'information sur le secteur financier, comme il l'a fait en publiant une étude sur les défis de l'industrie bancaire.

Au cours de la période 2004-2006, le CCSF a contribué de façon décisive à la refondation des relations banques-clients, notamment au travers du rôle central des conventions de compte de dépôt, des progrès de la transparence tarifaire et de la concurrence bancaire ainsi que de la lutte contre l'exclusion bancaire. Le Comité a beaucoup travaillé dans le domaine de l'élargissement de l'accès au crédit et de la prévention du surendettement. Il a également formulé des orientations et suggestions sur différentes propositions européennes relatives au crédit et aux moyens de paiement.

S'agissant de l'information des consommateurs en matière d'assurance-vie et de produits d'épargne, le CCSF a contribué par ses positions aux réformes importantes intervenues depuis trois ans dans ce secteur. Le dépliant publié par le Comité et intitulé « Les questions à se poser avant de souscrire un produit d'épargne, d'assurance-vie ou de retraite » constitue un outil à la disposition des épargnants pour guider leurs choix.

Le CCSF a dressé un bilan concerté de la mise en œuvre du plan d'épargne retraite populaire (PERP).

La concertation réalisée au sein du Comité entre les entreprises d'assurance et les représentants des consommateurs a accompagné la baisse des primes d'assurance automobile constatée depuis 2004 en liaison avec la diminution des accidents de la route. Toujours dans le domaine de l'assurance, le CCSF a conduit, à la demande du Ministre ou de sa propre initiative, nombre d'autres chantiers

importants pour les consommateurs et les professionnels : l'assurance emprunteur, l'assurance de protection juridique, l'assurance multirisque habitation, la communication du rapport d'expertise après sinistre, la prescription biennale...

Dans la plupart des cas, ces travaux ont abouti à des préconisations précises et concrètes visant à améliorer la protection des assurés.

Ce premier rapport annuel retrace en cinq parties les activités du CCSF de la fin de l'année 2004 au début de 2006 :

- la première partie, intitulée « *La refondation des relations banques-clients* » porte sur les plans d'action qui constituent, depuis l'installation du CCSF, l'une de ses missions essentielles ;
- la deuxième partie, qui traite notamment des questions relatives au crédit, est intitulée : « *Une meilleure protection du consommateur en matière de crédit et de moyens de paiement* » ;
- la troisième partie est consacrée à l'épargne et s'intitule « *L'amélioration de l'information des consommateurs en matière de produits financiers* » ;
- la quatrième partie, qui examine différents sujets d'assurance, a pour titre : « *Le renforcement de la concertation entre professionnels et consommateurs dans le secteur des assurances* » ;
- enfin, la cinquième et dernière partie porte sur le rapport relatif aux « *Enjeux économiques et sociaux de l'industrie bancaire* ».

Le rapport est disponible sur les sites Internet du CCSF, de la Banque de France et du Minéfi.